



Compte-rendu de la vision conférence mercredi 16 juin 2021

Atelier éthique sur le bien commun

Quelle contradiction existe-t-il entre la propriété privée et la destination universelle des biens ?

Participant(e)s

1. Marie-Thérèse Lefur - Auxiliaire de la Charité, auxi.economat@orange.fr
2. Martine Fuger – Auxiliaire de la Charité
3. Anne Minguet - Education chrétienne, agm.minguet@gmail.com
4. Christiane Vanvincq - Xavière, christiane.vanvincq@xavieres.org
5. Chantal Duchesne - St Ursule de Tours, ch.duchesne@ste-ursule.org
6. Géraldine Lassère – Xavière, geraldine.lasserre@xavieres.org
7. Marie-Thérèse Thibaut – Enfant Jésus Nicolas Barré, marithethi@gmail.com
8. Evelyne Royer – Sacré cœur de Jésus Marie et de l'adoration
9. Anne-Marie Guénégo – Romaine de Saint Dominique, annemarieguenego@gmail.com
10. Laurent Soulis – Sœur du Christ Rédempteur, laurent.soulis.rille@gmail.com
11. Olivier Johanet – La financière responsable, ojojanet@lfram.fr
12. Murielle Hermellin – Promépar, murielle.hermellin@bred.fr
13. François d'Hautefeuille – francois.dhautefeuille@gmail.com
14. Aisha Williams – Impactvest
15. Annick de la Borderie – adelabor1@gmail.com
16. Xavier Heudé – Backbone, xheude@backbone.eu.com
17. Alix Guibert – Habitat et Humanisme, a.guibert@habitat-humanisme.org
18. Patrick Saurat – CCFD, patrickosaurat@gmail.com
19. Bernard Vierratoux – Fondation des gueules cassées, vierratoux@wanadoo.fr
20. Laure Peronin – Ethique et Investissement laure.peronin@ethinvest.asso.fr
21. Geoffroy de Vienne – Ethique et Investissement geoffroy.devienne@sfr.fr

1- PROPRIETE PRIVEE ET DESTINATION UNIVERSELLE DES BIENS

Souvent, les investisseurs (congrégation, association, particulier) se posent la question de placements financiers parce qu'ils ont un patrimoine dont ils espèrent tirer un bénéfice financier, soit pour subvenir à des besoins propres, à un standard de vie immédiat, soit pour ne pas laisser dormir de l'argent et en retirer un revenu qui sécurise l'avenir, dans une logique de transmission de patrimoine aux générations futures. Un certain nombre d'investisseur cherchent d'abord un équilibre budgétaire.

Une tension peut alors apparaître entre cette logique de gestion, tournée vers son bien propre et marquée par la recherche d'un rendement, et la question que nous pose le principe du bien commun : « qu'as-tu fait de ton frère ? »

Celui-ci nous invite à regarder deux choses :

- d'une part : comment cette recherche de rendement peut elle se faire en tenant compte du bien commun ? Ce à quoi nous répondons en grande partie par les fonds responsables (finance solidaire, ISR, fonds à impact etc.) : notre argent travaille pour des domaines d'activités qui respectent les valeurs que nous portons. Et par exclusion, nous refusons d'investir dans des domaines qui ne nous semblent pas servir le bien commun. Mais parfois, les deux éléments de l'investissement - rendement financier et rendement extra financier - ne se rejoignent pas.



- d'autre part : comment envisager, dans la manière de gérer mon patrimoine, la question de la destination universelle des biens ? C'est à dire le fait de considérer que « chaque homme doit avoir la possibilité de jouir du bien-être nécessaire à son plein développement » (CDSE 172). Suis-je concerné ? S'ouvre ici une question liée au partage des richesses mais aussi à la possibilité pour tout homme d'être autonome dans l'accès à ces biens.

La « destination universelle des biens » induit une tension : je dois rester en éveil, continuer de m'interroger pour savoir si j'use correctement du bien dont je dispose ; est-ce qu'il sert le bien commun ? Est-ce que je pourrais le faire servir mieux ? Cette question est d'autant plus prégnante dans des sociétés libérales où les questions de redistribution de la richesse sont une préoccupation et où le fossé se creuse toujours plus entre les plus riches et les plus pauvres.

2. L'UTILITE SOCIALE DE NOS INVESTISSEMENTS

C'est le cas où l'investisseur a choisi de réserver une partie de ses moyens à l'appui d'investissements particuliers, ordonnés au bien commun, avec une moindre logique de rendement, voire en étant du côté du don. On touche ici la question du rendement extra-financier. Il convient de bien comprendre que le rendement n'est pas seulement financier : le rendement se mesure aussi en terme d'impact social, environnemental, conditions de travail, etc.

Émergent alors d'autres questions :

- Si je choisis d'investir dans des pays émergents, où mettre le curseur dans la mesure où je sais qu'il existe corruption, violation des droits de l'homme, absence de normes environnementales mais que mes investissements peuvent aussi contribuer au développement local ?
- Si je choisis de transformer des biens propres en les faisant contribuer à l'accès aux biens de première nécessité (santé, logement, éducation), vers quelles structures me tourner ? Quels critères extra financiers privilégier pour ce type d'investissement ?
- Y a-t-il des projets de développement oubliés du monde de la finance, précisément parce qu'ils ne sont pas rentables ou parce que les outils pour les financer n'existent pas ? Quelle peut-être notre contribution en ce domaine ?

3. UNE VISION DE L'INVESTISSEMENT EN LIEN AVEC L'ECONOMIE RELLE

Dans la question du bien commun, se pose la question de la communauté au sens large : dans *Laudato Si*, le Pape François parle de notre maison commune ; dans *Fratelli tutti*, il parle « d'amitié sociale ». L'argent vient se mettre au service de la communauté humaine et même au-delà (toute la création). C'est un moyen au service d'une fin qui est la création ou l'acquisition de biens, a priori pour tous. Comment laisser parler, dans notre vision de l'investissement, cette part d'ancrage de notre argent dans le réel d'activités humaines ? La dernière fois, un gestionnaire observait que souvent, la question n°1 posée par l'investisseur, c'est celle du rendement, de la performance. On parle moins souvent des activités que l'on va financer - « la chair même de l'investissement » - et du rendement raisonnable que l'on peut en attendre. Pourtant, l'attention à ces projets, c'est la « condition et l'honnêteté du prêt » disait-il.

Avoir une vision plus précise et un projet d'investissement, c'est peut-être là que commence une finance plus humaine. Cela suppose de l'écoute et du dialogue entre le gestionnaire et l'investisseur. Donc du temps. Ce qui va à l'encontre de ce que nous venons souvent chercher : une solution



technique par le véhicule d'investissement et un retour sur investissement que l'on puisse mesurer rapidement

Echange de groupe

Groupe 1 : Bien commun et co responsabilité dans la gestion de mon patrimoine

Nous avons du mal à cerner ce qu'est le superflu et notre conviction c'est qu'on ne peut pas hypothéquer l'avenir. Que veut dire hypothéquer l'avenir ?

Groupe 2 : bien commun et utilité sociale de nos entreprises

Pourquoi dois je faire fructifier mon patrimoine ? Si le faire fructifier contribue aux inégalités sociale et à la destruction de l'environnement, ne vaudrait il pas mieux que je le laisse tel qu'il est ?

Plusieurs réponses ont été données :

- Réponse de conviction : parabole des talents
- Réponse pragmatique : si je ne le fais pas fructifier, il perd en valeur
- Réponse de charité : nous avons des obligations et nous ne pourrions pas remplir cette obligation d'aide et de solidarité si je ne le fais pas fructifier
- Réponse de devoir : en temps que gestionnaire, c'est de mon devoir de le faire fructifier.

Quels critères avoir pour ne pas être leurré dans l'investissement responsable ? Grâce à ces critères, nous pourrions avoir une juste fructification du patrimoine.

Groupe 3 : bien commun et économie réelle, changer notre vision de l'investissement

- Fonds non cotés qui investissent dans les PME qui permettent un meilleur dialogue avec les entreprises
- En temps qu'investisseur nous avons un pouvoir et donc une obligation d'agir par nos votes notamment
- Il existe des fonds ESG mais pas assez de visibilité sur les fonds solidaires et à impact social
- Notre mission est primordial, de la nos décisions d'investissement découlent
- En temps qu'économiste, nous héritons d'une situation qui n'est pas toujours évidente à comprendre et nous ne savons pas toujours ce qu'il y a dans les fonds mais avec cet héritage, il nous faut assurer la vie de notre congrégation qui nous oblige à exiger un rendement financier parfois au détriment d'un rendement solidaire ou social.

Discussion

Connecter nos investissements à l'économie réelle

- En temps qu'économiste, nous héritons d'une situation qui n'est pas toujours évidente à comprendre ; nous ne savons pas toujours ce qu'il y a dans les fonds : comment s'assurer que je finance bien l'économie réelle ? L'investissement dans les fonds manque souvent de concret.



- C'est par une relation de confiance avec son gestionnaire : à chacun ses compétences. Si le gestionnaire est une personne de confiance, nous pouvons accepter de ne pas TOUT comprendre car nous sommes dans un monde très complexe
- La confiance n'exclue pas le contrôle mais il faut préciser nos objectifs vis-à-vis de notre gestionnaire.

Des produits solidaires

- En temps qu'économiste, je n'ai pas toujours le sentiment que mon gestionnaire me propose des produits adaptés à mes objectifs
 - Il existe aujourd'hui des structures qui permettent de plus facilement mesurer l'impact très solidaire que notre argent peut avoir car ces structures ont des actions très concrètes de construction de lien social, de protection de l'environnement etc.
- En temps que gestionnaire, comment faites vous pour proposer un produit qui rassure suffisamment les investisseurs ?
 - L'AMF oblige à avoir une politique d'analyse des risques qui soit suffisamment robuste.
 - Je suis gestionnaire d'un fonds non coté et donc j'investis dans des PME qui sont de l'économie réelle. On rencontre chaque dirigeant et connaissons son histoire.
 - Il existe des fonds ISR qui reversent une partie de leurs frais de gestion à des associations.
 - Il y a néanmoins effectivement une telle diversité des offres solidaire. Une liste des fonds à « impact » et qui se veulent donc davantage solidaires, peut être trouvée en bas de page.

Trouver un équilibre entre sécuriser l'avenir et servir le bien commun

Lorsque nous sommes investisseurs, nous cherchons à sécuriser l'avenir même si nous ne sommes que de passage. Mais à toujours chercher à sécuriser, on peut être frileux pour les investir dans les besoins d'aujourd'hui et donc mettre nos biens au service du bien commun.

Prochain atelier

Mercredi 20 octobre à 15h30 sur un thème du don

Ressources :

- vadémecum des fonds à impact fait par l'association Paris Impact Investing [Impact Funds List - Paris Impact Investing - Google Sheets](#)
- Revoir l'atelier https://www.dropbox.com/s/6b8wozfcdfnaib/zoom_0.mp4?dl=0